AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

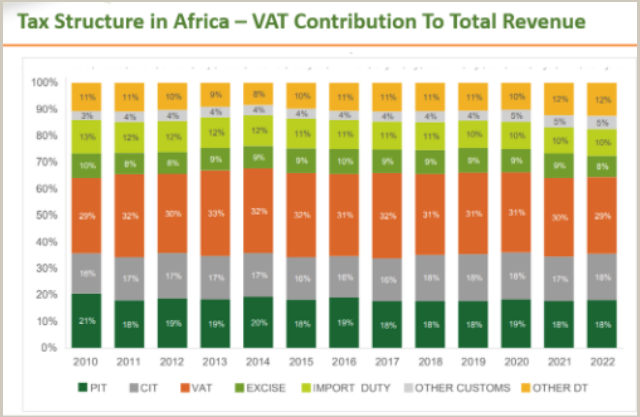
TIRER PARTI DE LA TECHNOLOGIE DANS LA MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES

Renforcer la conformité à la TVA : le bon numérique de Afrique de l'Est

Lors de ce séminaire, le conférencier principal, **M. Nomoto**, Directeur exécutif à la BAD, a partagé l'expérience réussie du Japon en matière de TVA grâce à la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé pour préparer les petites et moyennes entreprises (PME). **M. Emeka Nwankwo**, responsable des services aux membres du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), a quant à lui souligné le rôle de la numérisation dans l'augmentation des recettes, la facilitation de la conformité et la stimulation de la croissance de l'Afrique grâce à des systèmes coopératifs et évolutifs.

Au **Kenya**, la facturation électronique a permis une augmentation de 28 % des recettes de TVA, tandis qu'en **Ouganda**, après certaines difficultés, le système est relancé à travers une phase pilote.

En mai et juin 2025, le Département de la Gouvernance et des réformes économiques (ECGF) de la Banque africaine de développement (BAD) a organisé deux événements à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Nairobi (Kenya), démontrant que la numérisation est essentielle à la résilience fiscale de l'Afrique.



Le **Rwanda**, chef de file régional, partage son système flexible avec neuf pays et soutient d'autres, dont le Soudan du Sud.

La **Tanzanie** modernise ses premiers outils numériques et élargit l'accès en milieu rural, tandis que le **Soudan du Sud** met l'accent sur la préparation, les solutions mobiles et le renforcement des capacités.

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Expériences du secteur privé

Défis des PME : coûts de conformité élevés, complexité des systèmes et capacités limitées.

Perceptions mitigées : la TVA numérique favorise la conformité et la formalisation, mais est souvent perçue comme contraignante.

Modèle du Rwanda : la collaboration entre l'Office rwandais des impôts (RRA) et des éditeurs de logiciels locaux a permis de créer un système entièrement national, améliorant la satisfaction des contribuables et les recettes.

Soutien nécessaire : les chambres de commerce insistent sur la formation, les partenariats locaux et des mécanismes financiers pour assurer un déploiement et une maintenance durables.

Rôle des organisations régionales (ATAF & BAD) : formation, partenariats, infrastructures et politiques inclusives sont essentiels pour une adoption durable et équitable.

Enseignements et recommandations

La **numérisation** améliore la transparence et élargit l'identification des contribuables.

Les **systèmes intégrés** facilitent la détection de la fraude et la conformité des PME.

Le **succès de la TVA au Japon** montre que la collaboration entre gouvernement, secteur privé et acteurs technologiques est clé.

Pour progresser, les pays doivent :

- Élaborer une stratégie continentale de TVA numérique et une feuille de route de mise en œuvre.
- Coordonner les apports techniques des pays pionniers tels que le Rwanda, le Ghana, la Zambie et le Kenya.
- Développer des infrastructures communes pour assurer l'interopérabilité.
- Mobiliser des financements auprès de la BAD, de la Banque mondiale et de partenaires pour garantir un déploiement et une maintenance durables.



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Retour sur la participation d'ECGF aux Assemblées annuelles 2025 de la BAD

« La technologie peut libérer 1,43 billion de dollars pour l'Afrique en réduisant la corruption, en limitant les flux financiers illicites et en formalisant le secteur informel. »

-Prof. Kevin Chika Urama, Économiste en chef, Vice-président (BAD)

Perspectives du secteur privé

Lors du panel sur les perspectives du secteur privé, **John Bosco Sebabi** (Directeur général adjoint, PAPSS), **Allen Asiime** (Directrice générale adjoint, Trademark Africa), **Kentaro Nagai** (PDG, SENRI) et **Bridget Kelly** (Vice-présidente Alliances, FreeBalance) ont mis en avant la croissance de 47 % des recettes douanières en Ouganda grâce aux plateformes numériques, comme preuve de l'impact.

Ils ont également souligné que la fragmentation des systèmes limite le commerce intra-africain (14 %) et ont insisté sur la confiance, la transparence et des solutions co-construites avec les gouvernements comme clés pour des réformes fiscales numériques durables.

Points clés du panel de haut niveau

La numérisation est essentielle pour la transparence, l'efficacité et la réduction de la dépendance externe. Lors du Panel de haut niveau, **M. Patrick Olomo** (Chef de la Division des politiques économiques, Commission de l'Union africaine), **M. Ouattara Sie Abou** (Directeur général des impôts, Côte d'Ivoire), **M. Yankuba Darboe** (Commissaire général, Autorité fiscale de la République de Gambie) et **Mme Mary Baine** (Secrétaire exécutive adjointe, ATAF) ont souligné que le succès repose sur : des systèmes équitables, une forte volonté politique, des capacités institutionnelles, des infrastructures solides, et des solutions inclusives pour les PME.

À propos du Département de la Gouvernance et des Réformes Économiques (ECGF)

Le Département accompagne les pays africains dans l'avancement de la gouvernance et des réformes économiques. Il promeut la transparence, la responsabilité et une saine gestion des finances publiques, tout en aidant les pays membres de la Banque à mobiliser leurs ressources domestiques et à stimuler un développement durable.